

Juin 2015
volume n° 5 / numéro n° 1
www.agronomie.asso.fr

Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie

Changement climatique et agriculture
comprendre et anticiper, ici et ailleurs.



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations www.agronomie.asso.fr/aes. L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons 2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

Agriculture et gaz à effet de serre : dix actions pour réduire les émissions

Pellerin S., Bamière L., Pardon L. /Coord., 2015. QUAE éditions. 200 pages

Marc BENOÎT

Rarement sous-titre n'aura eu tant d'importance dans la relation auteurs-lecteurs car ce livre produit une analyse dense et rigoureuse de dix actions agronomiques clés pour réduire les Gaz à Effet de Serre (GES) dus à l'agriculture française. Chacune de ces dix actions est étudiée à l'échelle du territoire de l'exploitation agricole.

Atténuer la contribution de l'agriculture française aux gaz à effet de serre est d'autant plus important que les auteurs rappellent d'emblée ce ratio publié par le CITEPA en 2012 : bien que ne contribuant qu'à 2% du PIB de la France, l'agriculture contribue à 18 % des émissions françaises de GES.

Revenons aux dix actions que nous propose cet ouvrage issu des travaux de la DEPE de l'Inra. Un premier intérêt de ces actions réside dans leur description très fine en sous-actions à mettre en œuvre. Ainsi, le recul devant la difficulté n'est plus de mise dès que les acteurs souhaiteront passer à l'acte ! Le deuxième intérêt de cet ouvrage est de caler ensemble les implications techniques et économiques de ces actions. Enfin, un troisième intérêt majeur pour le lecteur est la très large gamme des actions étudiées :

- Réduire le recours aux engrais minéraux de synthèse,
- Accroître la part des légumineuses,
- Développer les techniques culturales sans labour,
- Introduire des cultures intermédiaires, des cultures intercalaires ou bandes enherbées,
- Développer l'agroforesterie et les haies,
- Optimiser la gestion des prairies,
- Substituer des glucides par des lipides insaturés ou utiliser un additif dans les rations

animales,

- Réduire les apports protéiques dans les rations animales,

- Développer la méthanisation ou installer des torchères,
- Réduire, sur l'exploitation, la consommation d'énergie fossile.

Organisé en une première partie de quatre chapitres qui plantent les conditions et méthodes retenues dans cette étude, et une seconde partie qui analyse finement ces dix actions, la conclusion de ce livre est passionnante. Ainsi, les auteurs démontrent que :

- L'hypothèse d'additivité de ces actions est plausible, mais que la prise en compte des interactions entre actions réduirait de 8 à 18 % le potentiel d'atténuation cumulé pour l'ensemble des actions, estimé à 32,2 millions de tonnes de CO₂ pour l'année 2013.
- Le potentiel d'atténuation de trois actions serait significativement plus important si la réduction (du fait de la mise en œuvre de l'action) des émissions induites, à l'amont et à l'aval de l'exploitation agricole, avaient été prises en compte ; il s'agit des actions concernant la fertilisation, l'alimentation azotée des animaux et les légumineuses. Respectivement, l'atténuation liée à la réduction des émissions induites représente un supplément de 45%, 91 % et 85 % de l'atténuation des émissions directes et indirectes.
- La prise en compte des coûts montre un positionnement très contrasté de ces actions : un tiers de l'atténuation globale escomptée correspond à des sous-actions à coût négatif. Traduisons : les agriculteurs perdent actuellement de l'argent à ne pas les adopter ! Le deuxième tiers de l'atténuation globale correspond à des sous_actions induisant un coût modéré pour les agriculteurs, inférieur à 25 € par tonne de CO₂ évité. Seul le dernier tiers des actions correspond à des sous-actions à coûts plus élevés, supérieur à 25 € par tonne de CO₂ évité.
- L'incertitude est un élément majeur prise en charge dans cet ouvrage. Les auteurs doivent en être d'autant plus félicités que cette prise en charge se montre parfois fort complexe !

Ainsi, cet ouvrage comble une vraie lacune, malgré le nombre considérable d'ouvrages et rapports rédigés à l'occasion de la COP 21, car il propose des actions clairement décrites, clairement évaluées tant techniquement, qu'économiquement et bien sûr sur leur capacité à atténuer les GES liés aux fonctionnements des exploitations agricoles. Un seul souhait reste à formuler : que ces actions se traduisent par une mise en œuvre rapide et généralisée. En effet, la faible contribution actuelle de l'agriculture à l'économie française ne pourra être socialement supportable que si ses conséquences environnementales sont elles-mêmes très ténues, ce qui reste à maintenant à construire avec ces dix explicites et efficaces actions à implémenter.